

Pouvoir d'emprunt

présentera un budget. Nous entendrons de joyeux chantres nous expliquer comment telle et telle concession faite à des entreprises contribuera à créer de l'emploi.

M. Manly: Cela n'est jamais arrivé.

M. Heap: L'an prochain, le chômage sera aussi élevé ou peut-être plus, parce que ces entreprises n'auront pas créé d'emplois. Plus souvent qu'autrement, les sociétés se servent de l'argent pour mécaniser leur entreprise, réduire l'emploi ou encore elles l'investissent ailleurs. Tout comme le précédent, le gouvernement actuel n'aura jamais le courage de recourir aux contrôles mis en place en période de guerre et auxquels la plupart des pays de l'Europe de l'Ouest ont recours actuellement.

Il n'y a aucune raison que le gouvernement hausse les impôts des simples particuliers, en moyenne, de plus de \$500 par famille par année. Par différents moyens législatifs, le gouvernement enlève \$500 à chaque famille par année, des familles à revenus faibles et moyens, pendant qu'il refuse de procéder à une réforme du régime fiscal comme le premier ministre nous l'avait promis, quand il nous demandait de voter pour lui.

M. Manly: Pas étonnant que personne n'ait confiance dans l'économie!

M. Heap: Le premier ministre parle de confiance. Il cherche manifestement à obtenir la confiance des investisseurs qui veulent qu'on leur laisse le champ libre pour pouvoir détruire notre pays grâce à la pollution. On est prêt à empoisonner les gens par la pollution à condition que cela rapporte. Le premier ministre désire manifestement attirer dans notre pays des investisseurs qui voudront réduire les salaires parce que les gens ont été rayés de l'assurance-chômage et qu'il n'ont plus aucune possibilité d'emploi.

Où sont ces investisseurs? Ils ne sont pas sur le marché financier de New York, à en croire les porte-parole de ce marché.

M. McDermid: Quand avez-vous commencé à leur parler?

M. Heap: Il ne va pas attirer les investissements promis parce que le marché intérieur se restreint au lieu de se développer, et les propriétaires étrangers de succursales canadiennes n'ont jamais cherché à livrer concurrence à leur société-mère à l'étranger.

La seule possibilité que le premier ministre entrevoit se traduit par sa politique favorisant la guerre. Non seulement il se prononce contre un gel des armements nucléaires, non seulement il entreprend d'envoyer une autre brigade en Europe, mais il affecte également une équipe d'acheteurs du Pentagone qui traverse le pays en parlant d'acheter des armes à l'industrie canadienne. Il semble que ce soit le seul moyen concret que désire prendre le premier ministre pour créer les emplois qu'il a promis. Il veut faire de nous des producteurs de moyens de destruction américains et non de moyens de vie canadiens. Ce projet de loi d'emprunt ne permettra en rien d'améliorer la situation. J'exhorte le gouvernement à profiter des prochaines semaines pour réexaminer l'orientation tout à fait fautive qu'il prend actuellement.

● (1450)

M. John McDermid (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, ce n'est pas avec plaisir que j'interviens pour parler d'emprunts. Ce projet de loi d'emprunt a dû être proposé à la Chambre par nécessité. Il faut l'adopter pour nous permettre d'accorder les ristournes d'impôt sur le revenu, entre autres, dès le début de l'année prochaine une fois qu'elles auront été établies par le ministère du Revenu national.

Tous ceux qui sont députés depuis quelques années doivent se souvenir que le gouvernement invoquait toujours la vieille excuse selon laquelle il n'avait pas les pouvoirs voulus pour faire payer les gens ou qu'il n'avait pas modifié ses ordinateurs en fonction d'éventuelles modifications au régime fiscal. Je vois l'honorable leader parlementaire de la loyale opposition de Sa Majesté assis de l'autre côté. C'est lui ou le ministre du Revenu national de l'époque qui était responsable à l'époque de remettre les chèques.

M. Gray (Windsor-Ouest): C'était le ministre.

M. McDermid: Quoi qu'il en soit, les gens n'obtenaient pas leur remboursement au moment voulu. Cet emprunt nous permettra de le faire.

M. Boudria: Oh!

M. McDermid: Je devrais peut-être donner une leçon à mon collègue qui nous vient de l'Assemblée législative provinciale sur son grand cheval blanc. Les exigences du gouvernement fédéral, bien entendu, ne sont pas régulières pendant toute l'année. Il y a des époques où le trésor est soumis à de plus fortes demandes, notamment au printemps, au moment des remboursements d'impôt sur le revenu. Le député ne peut pas le comprendre, ayant été député à l'Assemblée législative provinciale, mais l'impôt sur le revenu est une responsabilité de la Chambre fédérale. Lorsqu'il aura compris les responsabilités d'un député fédéral, il s'entendra beaucoup mieux avec tous ses collègues. L'une de nos responsabilités est d'envoyer les remboursements à ceux qui y ont droit.

M. Boudria: Grâce à quelle politique les chèques sont-ils supprimés? A la vôtre!

M. McDermid: Nous empruntons de l'argent pour faire face à ces remboursements à cause des erreurs des 15 dernières années commises par cette bande hétéroclite là-bas. Il n'y a aucun doute à ce sujet. C'est ce dont nous parlons aujourd'hui. Nous devons emprunter pour payer les factures énormes qu'ils ont accumulées ces dernières années. C'est une honte. Je regrette vivement qu'il nous faille nous présenter à la Chambre pour cela. Je n'aime pas le faire, mais c'est nécessaire. Nous avons les mains liées, et nous sommes obligés d'agir comme nous faisons.

Nous réclamons deux sommes. Nous réclamons 7.3 milliards pour terminer l'année financière 1984-1985. Je félicite le ministre d'État (Finances) (M^{me} McDougall) et le ministre des Finances (M. Wilson) d'avoir ramené à 12 milliards de dollars la somme qu'ils réclamaient. Cette somme sera utilisée en 1985-1986 jusqu'à ce que le budget soit présenté et débattu en avril, de sorte que le gouvernement aura les fonds nécessaires à son fonctionnement.